

Confiance sociale en Suisse (2002-2024) : les aînés progressent, les jeunes stagnent

Claire Janssen¹, Ursina Kuhn¹ & Marieke Voorpostel¹

¹FORS

La série **Social Change in Switzerland** documente, en continu, l'évolution de la structure sociale en Suisse. Elle est éditée conjointement par le Centre de compétences suisse en sciences sociales (**FORS**) et le Centre de compétences suisse pour la recherche sur les parcours de vie (**LIVES**) de l'Université de Lausanne. Le but est de retracer le changement de l'emploi, de la famille, des revenus, de la mobilité, du vote ou du genre en Suisse. Basée sur la recherche empirique de pointe, elle s'adresse à un public plus large que les seuls spécialistes.

Editeur responsable

Daniel Oesch, LIVES, Université de Lausanne

Comité éditorial

Felix Bühlmann, LIVES, Université de Lausanne

Ursina Kuhn, FORS

Line Rennwald, FORS

Monika Vettovaglia, FORS

Boris Wernli, FORS

Gina-Julia Westenberger, LIVES, Université de Lausanne

FORS
Géopolis
1015 Lausanne
www.socialchangeswitzerland.ch
Contact: info@socialchangeswitzerland.ch

Référence

Janssen, C., Kuhn, U. & Voorpostel, M. (2026). Confiance sociale en Suisse (2002-2024) : les aînés progressent, les jeunes stagnent. *Social Change in Switzerland, N°44*. doi: 10.22019/SC-2026-00003

Copyright



Creative Commons: Attribution CC BY 4.0. Cette licence permet aux autres de distribuer, remixer, arranger, et adapter votre œuvre, même à des fins commerciales, tant qu'on vous accorde le mérite de la création originale en citant votre nom.

Résumé

La confiance sociale est le fondement des sociétés cohésives et démocratiques. Plusieurs recherches récentes sont préoccupées par son déclin. En Suisse, notre analyse longitudinale des données du Panel suisse de ménages (2005–2024) et de l'European Social Survey (2002–2022) ne révèle toutefois pas de baisse généralisée de la confiance sociale. Si des différences existent selon l'âge, l'éducation, la nationalité ou la religiosité, les trajectoires restent globalement stables au sein des sous-groupes. Une exception concerne l'âge, où les écarts entre les jeunes de 14 à 25 ans et les plus âgés ont augmenté. Une analyse par génération au long du parcours de vie montre que la confiance augmente avec l'avancée de l'âge et est plus élevée chez les baby-boomers que chez les générations nées avant (la cohorte silencieuse) ou après (la génération X et les millennials). La génération Z présente, quant à elle, un niveau de confiance légèrement plus faible, mais avec une remontée récente.

Introduction

La confiance sociale, c'est-à-dire croire en la fiabilité et l'intégrité des autres membres de la société, constitue une base fondamentale d'une société cohésive et fonctionnelle. La recherche en sociologie, science politique et psychologie considère la confiance sociale comme un élément central du capital social et un facteur déterminant de l'état du bien-être d'une société. La confiance sociale facilite la coopération entre les membres de la société (Putnam et al. 1994), en plus d'agir comme une contrainte morale, encourageant l'innovation et l'efficacité, et décourageant le mensonge, la fraude et le vol (Rahn et Transue 1998). De plus, les sociétés ayant un haut taux de confiance sociale bénéficient d'une plus grande satisfaction de vie (Balliet et Van Lange 2013).

En période de polarisation politique et de mobilisations anti-établissement, la confiance joue un rôle important dans le maintien de la démocratie. Elle favorise l'instauration d'identités et d'intérêts communs entre les citoyens et leurs représentants (Lenard 2005) et soutient l'adhésion aux normes démocratiques (Rahn et Transue 1998). En d'autres mots, elle garantit que la gouvernance est perçue comme légitime, réduit les conflits et favorise la coopération.

Cependant, les inquiétudes vis-à-vis de la confiance sociale s'intensifient, car elle semble diminuer dans certaines régions du monde. Aux États-Unis, chaque génération depuis les années 1940 fait moins confiance aux autres que la génération précédente. Ce déclin est particulièrement marqué chez les personnes nées après 1965 : contrairement aux générations précédentes, leur niveau de confiance n'augmente plus avec l'âge. Le résultat est un déclin continu de la confiance sociale (Rahn et Transue 1998; Clark et Eisenstein 2013). Compte tenu du remplacement des générations plus âgées et plus confiantes par des générations plus jeunes et plus méfiantes, la confiance sociale continuera à diminuer (Schwadel et Stout 2012). Plusieurs auteurs interprètent cette érosion comme faisant partie d'une tendance plus large de désenchantement dans les sociétés occidentales, marquée par une méfiance envers les institutions, une baisse de l'intégration communautaire et un affaiblissement des liens familiaux (Stolle et Hooghe 2005). En effet, les personnes nées après 1968 évoluent dans un environnement caractérisé par une confiance plus faible envers les institutions, un affaiblissement de l'engagement civique et à la montée d'un militantisme centré sur des enjeux spécifiques, des conditions peu propices au développement de la confiance sociale (Jennings et Stoker 2004). Une diminution marquée de la confiance sociale est également constatée en Asie et en Afrique depuis le milieu des années 2000 (Roth 2025; Integrated Values Surveys et Our World in Data 2025)¹. En revanche, dans les pays d'Europe du Nord et de l'Ouest, la confiance a augmenté entre 2000 et 2015, puis est restée stable jusqu'en 2020 (Roth 2025). Le niveau et l'évolution de la confiance sociale varient donc considérablement, tant à l'échelle mondiale que nationale.

Dans cette contribution, nous examinons si une « crise de la confiance » est observable en Suisse. A cette fin, nous documentons l'évolution de la confiance sociale sur les deux dernières décennies, en portant une attention particulière aux différences entre générations, niveaux d'éducation et genres.

Les enquêtes et leur mesure de la confiance

Nous utilisons deux sources de données pour analyser l'évolution de la confiance sociale : le Panel suisse de ménages (PSM) et l'European Social Survey (ESS).

Le PSM est une enquête annuelle menée depuis 1999 auprès d'échantillons aléatoires de la population vivant dans des ménages privés en Suisse (voir Tillmann et al. 2016). Les participants ont 14 ans ou plus et sont invités à participer chaque année. Les échantillons datent de 1999, 2004, 2013 et 2020. Notre échantillon contient 184'731 observations provenant de 30'141 individus, que nous analysons de 2005 à 2024.

Le taux de non-réponse (« ne sait pas », « pas de réponse ») à la question sur la confiance sociale est faible, mais les personnes les moins confiantes quittent plus souvent l'enquête, ce qui peut entraîner une

¹ Ces comparaisons internationales se basent sur les données du World Value Survey et European Value surveys.

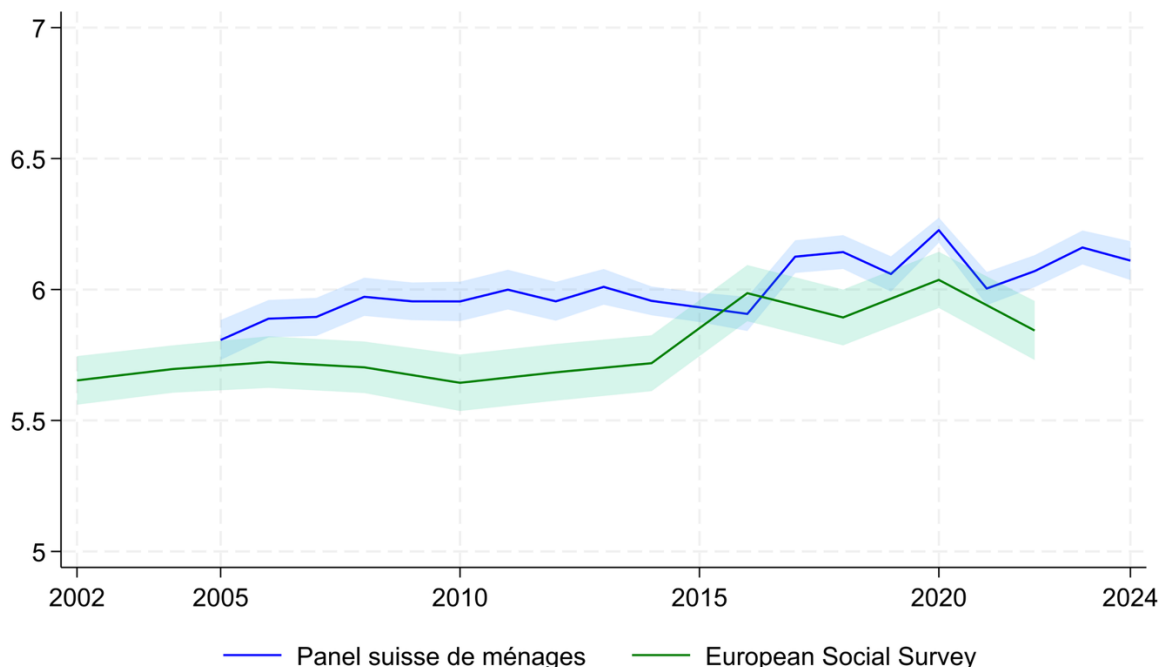
surestimation du niveau de confiance sociale et la sous-estimation d'une éventuelle baisse de la confiance dans le temps. Nous complétons donc l'analyse avec une deuxième source de données, l'European Social Survey (ESS), qui est une enquête transversale et qui n'est donc pas confrontée à ce problème de perte des répondants. L'ESS a débuté en 2002 et a lieu tous les deux ans. Le nombre de répondants varie entre 2'040 (2002) et 1'384 (2022).

Il existe de nombreuses façons de mesurer la confiance sociale. Nous utilisons la question suivante : « Diriez-vous qu'on peut faire confiance à la plupart des gens ou qu'on n'est jamais assez prudent lorsqu'on a à faire aux autres ? », avec des réponses allant de 0 (« on n'est jamais assez prudent ») à 10 (« on peut faire confiance à la plupart des gens »). Cette mesure a été critiquée par le passé car elle peut être interprétée de nombreuses façons, ce qui peut limiter la comparabilité entre groupes, pays ou dans le temps (Nannestad 2008). Or, elle existe depuis 1948 et a été utilisée dans de nombreuses grandes enquêtes, telles que le World et European Values Survey. Surtout, elle s'est révélée fiable dans le temps : les résultats obtenus restent cohérents d'une mesure à l'autre, et ils correspondent à ce qu'on observe dans la réalité, comme par exemple le lien entre la confiance sociale et le taux de criminalité.

L'évolution générale de la confiance sociale

La figure 1 montre l'évolution de la confiance sociale en Suisse depuis le début des années 2000 et ne montre aucune tendance générale à la baisse. Au contraire, le niveau de confiance sociale a légèrement augmenté entre 2005 et 2011 et le pic de la confiance sociale a été atteint en 2017/2018. L'analyse de l'enquête ESS confirme les tendances observées. Si le niveau de confiance est légèrement plus bas dans l'ESS que dans le PSM, les variations sont similaires dans les données du PSM à partir de 2014, avec des pics de confiance sociale observés en 2016 et 2020.

Figure 1 : L'évolution de la confiance sociale en Suisse

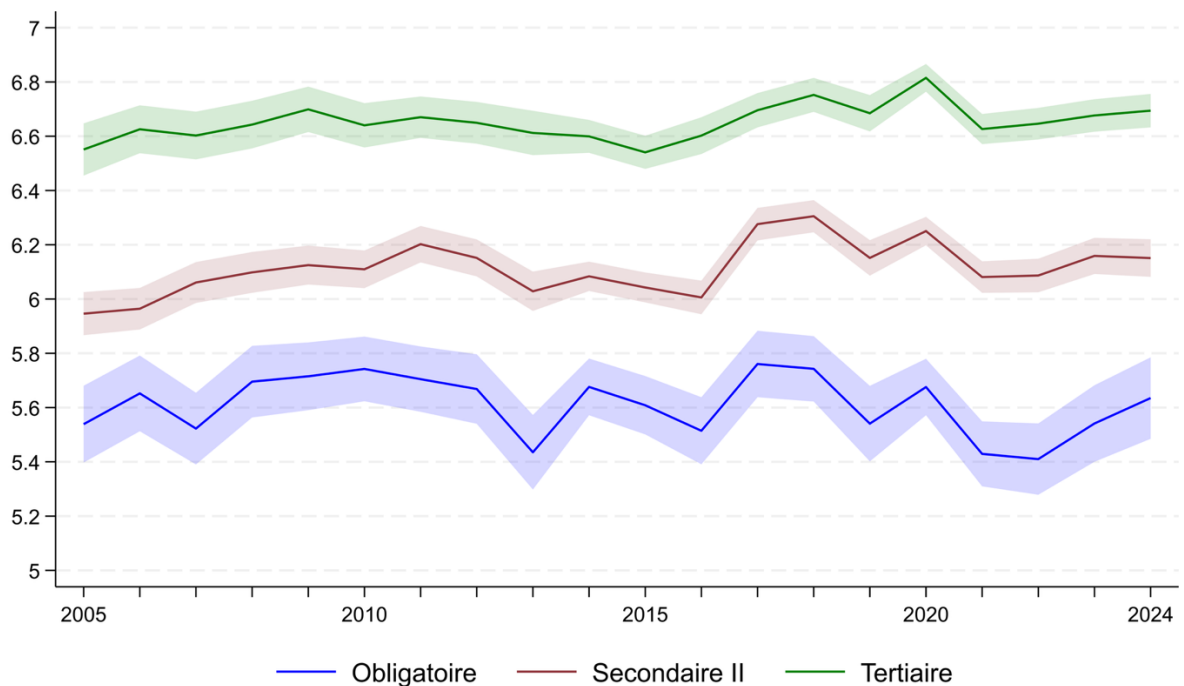


Contrairement aux constats faits aux États-Unis (e.g Clark et Eisenstein 2013), aucun déclin de la confiance sociale ne peut donc être observé en Suisse durant les deux premières décennies du 21^{ème} siècle. Pourtant, la confiance moyenne connaît des hausses et des baisses depuis 2016. Ces variations peuvent être liées à des effets de période, le remplacement des générations (cohortes plus ou moins confiantes) ou encore l'évolution de la composition par âge de la population.

La confiance selon les groupes socio-démographiques

La figure 2 montre que la confiance sociale varie selon le niveau d'éducation et que les différences sont restées stables dans le temps. Les personnes ayant suivi une formation tertiaire affichent le niveau de confiance le plus élevé, tandis que celles ayant un niveau de formation obligatoire présentent le niveau le plus faible. Plusieurs facteurs explicatifs ont été proposés à ce sujet. Premièrement, l'éducation est liée à des ressources socio-économiques plus importantes, comme un revenu plus élevé, qui réduit en conséquence la vulnérabilité aux risques sociaux et les coûts de la confiance envers autrui (Brandt et al. 2015). Deuxièmement, l'éducation peut renforcer la capacité à gérer le risque, à interpréter l'information et à comprendre les comportements d'autrui, ce qui facilite l'évaluation de la fiabilité des autres et rend le fait de leur accorder sa confiance moins risqué (Huang et al. 2011). Troisièmement, elle peut favoriser une perception plus positive de la société et des institutions, telles que le système légal ou l'État social, contribuant ainsi à soutenir la confiance sociale (Rothstein et Uslaner 2005). Par ailleurs, l'environnement social de l'éducation expose les individus à des pairs issus de milieux divers, favorisant l'ouverture et la tolérance envers l'hétérogénéité (Huang et al. 2011).

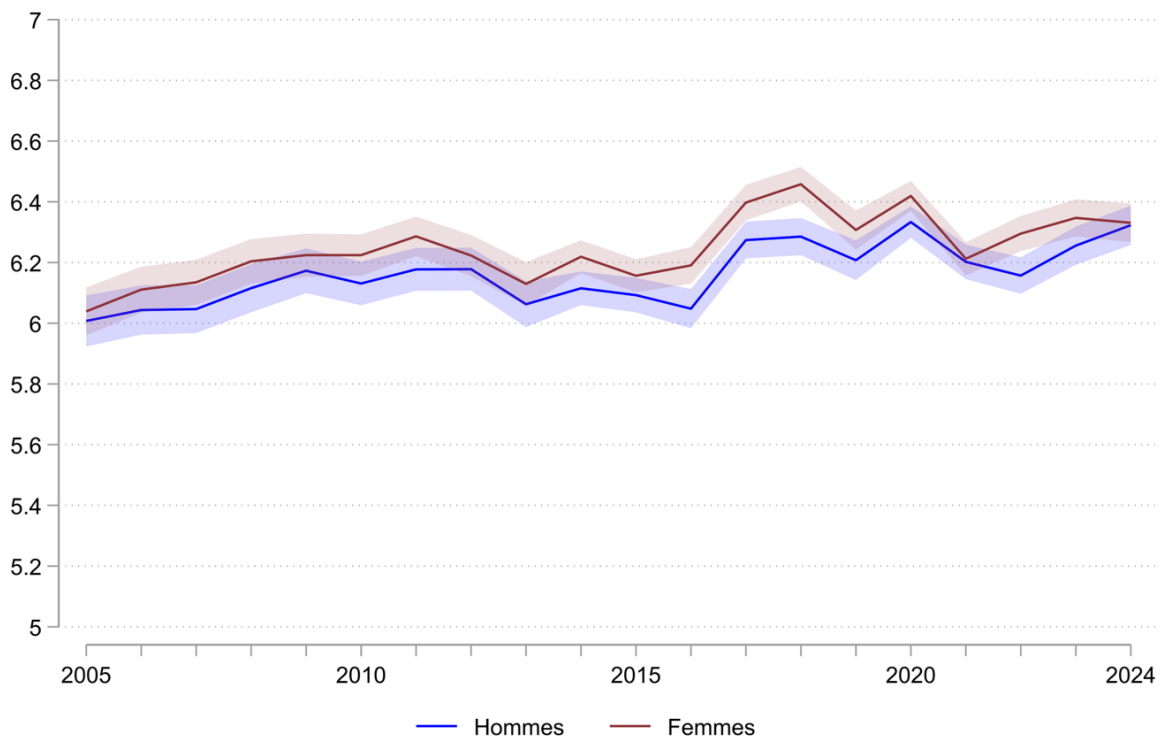
Figure 2 : L'évolution de la confiance sociale en Suisse selon le niveau d'éducation



Données : Panel suisse de ménages (2005-2024)

En ce qui concerne le genre (figure 3), les femmes sont légèrement plus confiantes que les hommes, mais cette différence est mineure. En outre, la confiance des hommes et des femmes évolue de manière parallèle.

Figure 3 : L'évolution de la confiance sociale selon le genre



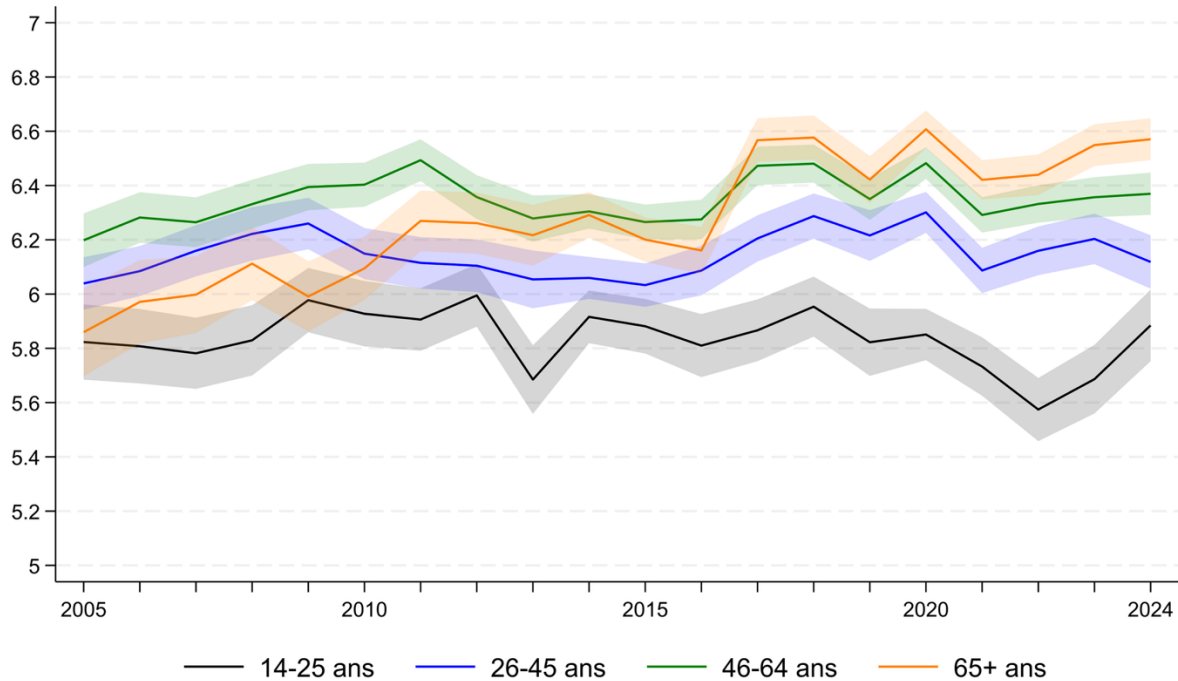
Données : Panel suisse de ménages (2005-2024)

Concernant l'âge (figure 4), nous constatons des résultats différents de ceux des figures précédentes. Plus nous avançons dans le temps, plus les écarts entre les différents groupes d'âge se creusent. Il y a deux causes pour cet écart : d'abord, la confiance des personnes âgées de plus de 65 ans a considérablement augmenté ces deux dernières décennies. En 2024, ce groupe présente ainsi un niveau de confiance sociale plus élevé que celui des groupes plus jeunes. À l'inverse, la confiance des jeunes âgés de 14 à 25 ans a diminué entre 2014 et 2022². Les deux dernières années observées suggèrent une tendance à la hausse chez les plus jeunes, mais leur niveau de confiance reste inférieur à celui des autres groupes.

Le niveau de confiance varie également selon d'autres facteurs. Les nationaux suisses sont en moyenne plus confiants que les personnes de nationalité étrangère. Les individus fortement religieux affichent un niveau de confiance plus élevé que celui des individus non-religieux. D'autres facteurs montrant un lien positif avec la confiance sociale sont la taille du réseau social (par exemple, le nombre d'amis), le fait d'avoir des enfants, une bonne santé mentale subjective et un niveau élevé de ressources économiques (revenu, fortune, satisfaction avec la situation financière). À l'opposé, les événements de vie négatifs (par exemple : les accidents) diminuent la confiance sociale. Le lien entre ces facteurs et la confiance sociale n'a pas changé dans le temps. L'âge constitue donc une exception où les différents groupes présentent des trajectoires distinctes.

² Les données de l'ESS montrent une tendance similaire avec des différences croissantes entre les groupes d'âge au fil du temps.

Figure 4 : L'évolution de la confiance sociale en Suisse selon l'âge



Données : Panel suisse de ménages (2005-2024)

Confiance par génération

Compte tenu de l'écart croissant en matière de confiance sociale entre les différents groupes d'âge, nous distinguons dans un second temps l'effet de l'âge et l'effet des cohortes de naissance, qui sont illustrés dans la figure 5.

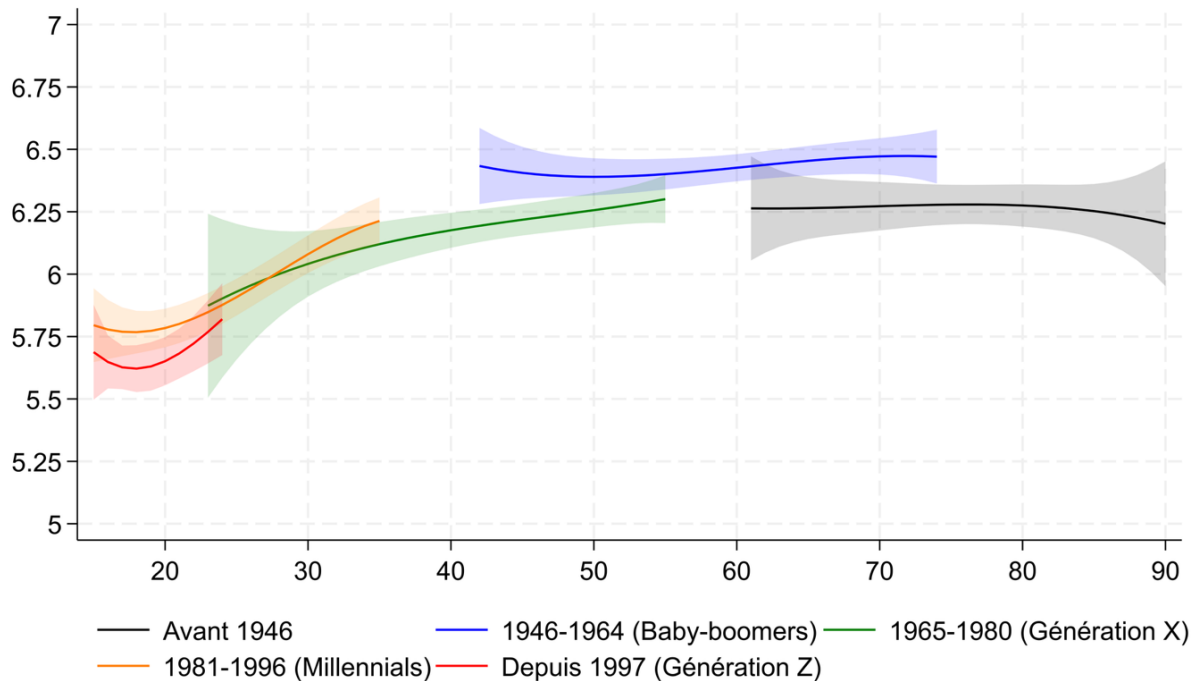
Concernant l'âge, nous observons une augmentation de la confiance durant le parcours de la vie. Cet effet est particulièrement marqué pendant la jeunesse et le début de l'âge adulte, ce qui suggère un effet de socialisation : au fil du temps, les individus développent une plus grande confiance envers autrui. Puis, la confiance continue de croître jusqu'à l'âge de la retraite, où elle atteint un niveau élevé qu'elle conserve ensuite.

Pour la perspective générationnelle, la figure 5 distingue la génération silencieuse (née avant 1946), les baby-boomers (nés entre 1946 et 1964), la génération X (née entre 1965 et 1980), les millennials (nés entre 1981 et 1996) et la génération Z (née depuis 1997). Chaque génération n'a pu être observée que sur une partie de son parcours de vie. Néanmoins, deux générations se démarquent de manière légère mais statistiquement significative : les baby-boomers ont un niveau de confiance sociale plus élevé et la génération Z, quant à elle, un niveau légèrement plus bas.

Pour les baby-boomers, ces résultats sont cohérents avec la littérature scientifique, qui attribue le niveau élevé de la confiance de cette génération à son contexte de socialisation, marqué par l'après-guerre, une période de croissance économique, d'optimisme et d'engagement civique (Uslaner 2000). Pour la génération Z, le niveau de confiance mesuré durant l'adolescence est légèrement plus bas que celui de la génération précédente, les millennials, mais cet écart a diminué entre l'âge de 20 et 25 ans. En raison du nombre limité d'années d'observation, les données ne nous permettent pas encore de savoir si la génération Z rattrapera son retard ou si elle restera à un niveau de confiance plus faible. D'un côté, certains facteurs permettent d'espérer un rattrapage comme les transitions clés de la vie, notamment le départ du foyer parental ou la fin plus tardive de la formation. D'un autre côté, les jeunes générations restent exposées à des risques susceptibles d'expliquer un niveau de confiance plus faible. Par exemple, nous savons qu'au cours des deux dernières décennies, le sentiment de sécurité personnelle et économique,

ainsi que l'optimisme quant à l'avenir, a diminué chez les jeunes dans le monde entier (McGorry et al. 2024). En Suisse, un déclin de bien-être a été observé parmi les jeunes (Gondek et al. 2025). Ce déclin s'inscrit dans un contexte de crises multiples (changement climatique, pandémie, crise sécuritaire) et de l'utilisation néfaste des réseaux sociaux. L'instabilité socio-économique pourrait également jouer un rôle, se traduisant par la précarité de l'emploi, le manque de logements abordables, l'inégalité intergénérationnelle croissante et la polarisation politique grandissante.

Figure 5 : La confiance sociale prédite selon l'âge et la cohorte (intervalles de confiance à 95%)



Données : Panel suisse de ménages (2005-2024)

Conclusion

La confiance sociale constitue un pilier fondamental d'une société fonctionnelle que ce soit en nous encourageant à suivre des normes démocratiques, à établir des communautés et des identités communes ou encore à augmenter la satisfaction de vie. Nos analyses montrent que la Suisse se caractérise toujours par un niveau élevé et stable de confiance, ce qui constitue un atout majeur pour la cohésion sociale et le fonctionnement démocratique. La Suisse suit une évolution comparable à celle observée dans plusieurs pays européens : une augmentation jusqu'au début des années 2010, puis une stabilité.

Le niveau de confiance sociale est plus élevé chez les personnes ayant un niveau d'éducation tertiaire, une situation financière favorable, la nationalité suisse ou un âge plus avancé. Contrairement aux autres variables, les différences liées à l'âge se sont creusées depuis 2005. Ce constat s'inscrit dans un débat plus large sur la situation des jeunes générations. L'examen conjoint des effets d'âge et de génération révèle que les inquiétudes d'un décrochage en ce qui concerne la confiance sociale des jeunes ne peuvent être ni confirmées ni clairement écartées. D'une part, la génération Z présente, au début de son parcours de vie, un niveau de confiance plus faible que la génération précédente ; d'autre part, les données disponibles montrent un rattrapage au cours des dernières années d'observation. Il est encore trop tôt pour déterminer si la génération Z rattrapera pleinement les niveaux de confiance observés chez les générations précédentes. Le constat est plus clair pour les baby-boomers, qui se distinguent par un niveau de confiance particulièrement élevé.

Dans l'ensemble, nos analyses montrent que la Suisse ne se trouve pas dans une « crise de confiance ». Même si aucun signe clair d'affaiblissement n'est observable aujourd'hui, une certaine vigilance reste nécessaire. D'abord, d'autres régions du monde, notamment l'Asie, l'Afrique et les États-Unis, subissent une diminution de la confiance sociale. En outre, le niveau global de confiance en Suisse demeure élevé, mais comporte le risque que des générations confiantes, comme les baby-boomers, soient remplacées par des générations plus méfiantes, mettant en péril la stabilité actuelle.

Bibliographie

- Balliet, D., & Van Lange, P. A. M. (2013). Trust, punishment, and cooperation across 18 societies: A meta-analysis. *Perspectives on Psychological Science*, 8(4), 363–379. <https://doi.org/10.1177/1745691613488533>
- Brandt, M. J., Wetherell, G., & Henry, P. J. (2015). Changes in income predict change in social trust: A longitudinal analysis. *Political Psychology*, 36(6), 761–768. <https://doi.org/10.1111/pops.12228>
- Clark, A. K., & Eisenstein, M. A. (2013). Interpersonal trust: An age–period–cohort analysis revisited. *Social Science Research*, 42(2), 361–375.
- Gondek, D., Voorpostel M., Sánchez-Mira N., & Mehmeti T. 2025. The effects of the COVID-19 pandemic on wellbeing up to 2.5 years from its outbreak in Switzerland. *Journal of Public Health*, 47 (4), 691-98. <https://doi.org/10.1093/pubmed/fdaf107>.
- Huang, J., Maassen Van Den Brink, H., & Groot, W. (2011). College education and social trust: An evidence-based study on the causal mechanisms. *Social Indicators Research*, 104(2), 287–310. <https://doi.org/10.1007/s11205-010-9744-y>
- Integrated Values Surveys & Our World in Data. (2025). Pourcentage de personnes partageant cet avis "Most people can be trusted." *Our World in Data*. <https://archive.ourworldindata.org/20250909-093708/grapher/self-reported-trust-attitudes.html>
- Jennings, M. K., & Stoker, L. (2004). Social trust and civic engagement across time and generations. *Acta Politica*, 39(4), 342–379. <https://doi.org/10.1057/palgrave.ap.5500077>
- Lenard, P. T. (2005). The decline of trust, the decline of democracy? *Critical Review of International Social and Political Philosophy*, 8(3), 363–378. <https://doi.org/10.1080/13698230500187243>
- McGorry, P. D., Mei, C., Dalal, N., et al. (2024). The Lancet Psychiatry Commission on youth mental health. *The Lancet Psychiatry*, 11(9), 731–774. [https://doi.org/10.1016/S2215-0366\(24\)00163-9](https://doi.org/10.1016/S2215-0366(24)00163-9)
- Nannestad, P. (2008). What have we learned about generalized trust, if anything? *Annual Review of Political Science*, 11, 413–436. <https://doi.org/10.1146/annurev.polisci.11.060606.135412>
- Putnam, R. D., Leonardi, R., & Nonetti, R. Y. (1994). *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*. Princeton University Press. <https://doi.org/10.2307/j.ctt7s8r7>
- Rahn, W. M., & Transue, J. E. (1998). Social trust and value change: The decline of social capital in American youth, 1976–1995. *Political Psychology*, 19(3), 545–565.
- Roth, F. (2025). Evolution of generalized trust – The global evidence over 41 years. *Hamburg Discussion Papers in International Economics*, 15.
- Rothstein, B., & Uslaner, E. M. (2005). All for all: Equality, corruption, and social trust. *World Politics*, 58(1), 41–72. <https://doi.org/10.1353/wp.2006.0022>
- Schwadel, P., & Stout, M. (2012). Age, period and cohort effects on social capital. *Social Forces*, 91(1), 233–252. <https://doi.org/10.1093/sf/sos062>
- Stolle, D., & Hooghe, M. (2005). Inaccurate, exceptional, one-sided or irrelevant? The debate about the alleged decline of social capital and civic engagement in Western societies. *British Journal of Political Science*, 35(1), 149–167. <https://doi.org/10.1017/S0007123405000074>
- Tillmann, R., Voorpostel, M., Antal, E., et al. (2016). The Swiss Household Panel Study: Observing social change since 1999. *Longitudinal and Life Course Studies*, 7(1), 64–78. <https://doi.org/10.14301/llcs.v7i1.360>
- Uslaner, E. M. (2000). Producing and consuming trust. *Political Science Quarterly*, 115(4), 569–590. <https://doi.org/10.2307/2657610>

Série Social Change in Switzerland : précédents numéros

Transformation des élites en Suisse

Felix Bühlmann, Marion Beetschen, Thomas David, Stéphanie Ginalska & André Mach
N°1, Juillet 2015

L'évolution des inégalités de revenus en Suisse

Ursina Kuhn & Christian Suter
N°2, Octobre 2015

Aspirations professionnelles des jeunes en Suisse : rôles sexués et conciliation travail/famille

Lavinia Gianettoni, Carolina Carvalho Arruda, Jacques-Antoine Gauthier, Dinah Gross & Dominique Joye
N°3, Novembre 2015

Le vote ouvrier en Suisse, 1971-2011

Line Rennwald & Adrian Zimmermann
N°4, Février 2016

Mobilité sociale au 20e siècle en Suisse : entre démocratisation de la formation et reproduction des inégalités de classe

Julie Falcon
N°5, Mai 2016

Quelles perspectives d'emploi et de salaire après un apprentissage ?

Mailys Korber & Daniel Oesch
N°6, Juin 2016

Les femmes à la tête des grandes entreprises suisses : une analyse historique des inégalités de genre

Stéphanie Ginalska
N°7, Novembre 2016

Les inégalités scolaires en Suisse

Georges Felouzis & Samuel Charmillot
N°8, Avril 2017

Du boom de l'après-guerre au miracle de l'emploi – la forte diminution du temps de travail en Suisse depuis 1950

Michael Siegenthaler
N°9, Juin 2017

Le travail des mères en Suisse: évolution et déterminants individuels

Francesco Giudici & Reto Schumacher
N°10, Octobre 2017

Les hauts revenus en Suisse depuis 1980: répartition et mobilité

Isabel Martinez
N°11, Novembre 2017

La classe moyenne n'est pas en déclin, mais en croissance. L'évolution de la structure des emplois en Suisse depuis 1970

Daniel Oesch & Emily Murphy
N°12, Décembre 2017

De l'école à l'âge adulte : parcours de formation et d'emploi en Suisse

Thomas Meyer
N°13, Avril 2018

Devenir parents ré-active les inégalités de genre : une analyse des parcours de vie des hommes et des femmes en Suisse

René Levy
N°14, Mai 2018

La pauvreté laborieuse en Suisse : étendue et mécanismes

Eric Crettaz
N°15, Septembre 2019

Une augmentation spectaculaire de la migration hautement qualifiée en Suisse

Philippe Wanner & Ilka Steiner
N°16, Octobre 2018

Les opposés ne s'attirent pas – le rôle de la formation et du revenu dans la mise en couple en Suisse

Laura Ravazzini, Ursina Kuhn & Christian Suter
N°17, Mars 2019

L'inégalité salariale entre hommes et femmes commence bien avant la fondation d'une famille

Benita Combet & Daniel Oesch
N°18, Juin 2019

Au fil du temps et des rencontres : une cartographie des réseaux personnels en Suisse

Gaëlle Aebly, Jacques-Antoine Gauthier & Eric D. Widmer
N°19, Septembre 2019

Les héritages en Suisse : évolution depuis 1911 et importance pour les impôts

Marius Brühlhart
N°20, Décembre 2019

Les intentions contradictoires des Suisses vis-à-vis de leur consommation d'énergie

Mehdi Farsi, Laurent Ott & Sylvain Weber
N°21, Mars 2020

La distribution spatiale de la population étrangère en Suisse

Jonathan Zufferey & Philippe Wanner
N°22, Juin 2020

Le développement des aspirations professionnelles des jeunes en Suisse

Irene Kriesi & Ariane Basler
N°23, Octobre 2020

La demande de compétences informatiques sur le marché du travail suisse 1990-2019

Marlis Buchmann, Helen Buchs & Ann-Sophie Gnehm
N°24, Novembre 2020

Les attitudes envers l'égalité des genres en Suisse entre 2000 et 2017

Christina Bornatici, Jacques-Antoine Gauthier, & Jean-Marie Le Goff
N°25, Février 2021

L'évolution du stress en Suisse – la première vague de la pandémie, une pause pour les personnes stressées

Hannah S. Klaas, Ursina Kuhn, Jan-Erik Refle, Marieke Voorpostel, Valérie-Anne Ryser, Nora Dasoki & Robin Tillmann
N°26, Juillet 2021

Des générations à la foi décroissante : religion et sécularisation en Suisse 1930-2020

Jörg Stolz & Jeremy Senn
N°27, Novembre 2021

La redistribution par les impôts et transferts sociaux en Suisse

Oliver Hübelin, Rudolf Farys, Ben Jann & Olivier Lehmann
N°28, Décembre 2021

Trajectoires famille-travail et bien-être subjectif des femmes et hommes en Suisse

Chiara L. Comolli, Laura Bernardi & Marieke Voorpostel
N°29, Mai 2022

La mobilité éducative des Secondos en Suisse

Philippe Wanner
N°30, Juillet 2022

Les inégalités d'espérance de vie en bonne santé en Suisse depuis 1990

Adrien Remund & Stéphane Cullati
N°31, Octobre 2022

Comportements culturels en Suisse : Dimensions et évolution 1976-2019

Sebastian Weingartner & Jörg Rössel
N°32, Décembre 2022

Comportements culturels en Suisse : Dimensions et évolution 1976-2019

Sebastian Weingartner & Jörg Rössel
N°32, Décembre 2022

Le prestige des profession en Suisse

Dominique Joye, Yannick Lemel & Christof Wolf
N°33, Février 2023

L'évolution des identifications partisans en Suisse 1971-2019

Anke Tresch, Line Rennwald & Lukas Lauener
N°34, Juillet 2023

Mobilité éducative des femmes et des hommes en Suisse

Richard Nennstiel & Rolf Becker
N°35, Novembre 2023

La régularisation des travailleurs sans-papiers dans le canton de Genève

Giovanni Ferro-Luzzi, Jan-Erik Refle, Claudine Burton-Jeangros & Yves Jackson
N°36, Décembre 2023

Comment les dépenses courantes accentuent les inégalités

Oliver Hübelin, Rudolf Farys & Ben Jann
N°37, Mai 2024

Transformations du profil des élu-e-s de gauche dans les grandes villes suisses, 1910-2020

Baptiste Antoniazza, André Mach & Michael Andrea Strebel
N°38, Juin 2024

Sécularisation et inclusion. L'évolution des groupes religieux locaux en Suisse, 2008 – 2022

Jörg Stolz, Jens Köhrsen, Jeremy Senn et al.,
N°39, Novembre 2024

L'influence des impôts sur la fortune sur la répartition de la fortune dans les cantons suisses, 1969-2018

Isabel Z. Martinez, Samira Marti, & Florian Scheuer
N°40, Février 2025

Le coût des modèles matrimoniaux traditionnels : perte de revenus, pauvreté et protection sociale après le divorce

Robert Fluder & Dorian Kessler
N°41, Mars 2025

Deux enfants, sinon aucun : la fécondité en Suisse entre 1946 et 2022

Jean-Marie Le Goff & Valérie-Anne Ryser
N°42, Avril 2025

La durée du mandat des élites économiques suisses, 1890-2020

Emil D. Böhme & Felix Bühlmann
N°43, Avril 2026